



**U.C.S.A. cgt**

## **La mobilisation du 31 mars largement supérieure à celle du 9 mars**

- ▶ Les premiers à débrayer ce 31 mars au matin pour demander le retrait du projet de Loi El Khomri ont été les salari(e)s de la restauration et de la cafétéria du Siège. Ils ont ainsi donné le ton d'une mobilisation largement supérieure à celle du 9 mars.
- ▶ Ce projet de loi marquerait un recul sans précédent du droit social dans notre pays. Il faciliterait les licenciements, calquant le CDI sur le CDD, et permettrait surtout à chaque employeur de négocier dans son entreprise des accords moins favorables que le socle de la Loi, un Code du travail à la sauce Medef.
- ▶ A France télévisions, les salariés ont clairement exprimé leur rejet de ce texte.
- ▶ Dans les antennes de Caen, Rouen, Rennes, Nantes, Vanves, Nancy, Amiens, Reims, Lille, Besançon, Strasbourg, Grenoble, Limoges, Bordeaux, Toulouse, Lyon, Marseille... Dans les locales de Nîmes, Perpignan, Le Havre, La Rochelle, Bayonne... Dans les stations d'Outre-mer comme à La Réunion ou en Nouvelle Calédonie... A la filière, parmi les équipes lourdes de fiction ou à la vidéo mobile.

Un peu partout, des éditions régionales et locales ont été supprimées ou remplacées par des tout images.

- ▶ Au Siège, des grévistes se sont déclarés dans divers services, soit pour la journée, soit pour la demi-journée afin de rejoindre la manifestation place de la Nation. La météo de France 3 a été supprimée, celle de France 2 diffusée en mode dégradé, tout comme les journaux de la mi-journée.
- ▶ A Paris, malgré une pluie battante, ils étaient 160 000 salarié(e)s, étudiant(e)s, lycéen(ne)s, retraité(e)s à battre le pavé pour demander le retrait du projet de loi. Des cortèges impressionnants à Marseille, Toulouse, Lyon, Nancy, Limoges, Nantes, Strasbourg et dans plus de 200 villes de l'hexagone et des Outre-mer.
- ▶ Le gouvernement a-t-il entendu la colère de la rue? Rien n'est moins sûr. Il envisagerait désormais de jouer la montre avec un vote du Parlement durant l'été. Pourtant sa tentative de diviser le mouvement en ralliant la Cfdt via un relookage cosmétique du projet n'a abusé personne. Mais s'il reste droit dans ses bottes pour satisfaire coûte que coûte les attentes du patronat, il peut être assuré de le payer lourdement dans les urnes.

Paris, le 1er avril 2016